

OGM – La Mission parlementaire en Afrique du Sud

Par Christophe NOISETTE

Publié le 04/04/2005

La Mission d'information sur les conséquences environnementales et sanitaires des autorisations d'essais d'OGM s'est rendue en Afrique du sud du 6 au 12 mars 2005. Les députés participant à cette mission étaient M. Jean Yves le Déaut, Mr François Guillaume, Mr Christian Ménard, Mme Chantal Robin Rodrigo, M. Gabriel Biancheri et M. Pierre Cohen. Selon l'association Biowatch, auditionnée par la mission parlementaire pour étoffer leur compréhension de la situation sud-africaine, les députés français se sont montrés peu ouverts aux arguments de cette association opposée aux OGM. Les membres de la mission parlementaire ont affirmé à leurs interlocuteurs qu'ils avaient entendu une unanimité de points de vue favorables aux OGM, ce qui, selon Biowatch, tient au fait que les acteurs rencontrés sont favorables aux OGM, à savoir le gouvernement sud-africain, l'industrie ou encore l'association AfricaBio. Le sentiment de l'association Biowatch est que les députés rencontrés ont d'ores et déjà une opinion arrêtée sur les OGM et que leur audition n'avait pour objectif que de faire paraître un semblant d'équilibre entre les acteurs rencontrés. L'association a dû justifier l'origine de ses financements, son budget et la qualification de ces membres. Une semaine auparavant, AfricaBio avait publié un communiqué de presse affirmant que Biowatch était financée à 100% par la filière bio européenne, à hauteur de 70 millions de dollars US. Toujours selon Biowatch, l'ancien Ministre français à l'Agriculture, François Guillaume, s'est montré particulièrement agressif et non constructif dans le débat qui les intéressaient, accusant Biowatch d'utiliser les petits agriculteurs comme faire-valoir, cette structure n'étant « qu'une association de consommateurs ». Selon M. Guillaume, "les agriculteurs planteront des plantes transgéniques seulement s'ils le souhaitent, et ils ne sont pas des jouets de l'industrie comme semble l'affirmer Biowatch". Au cours de ce voyage, la mission parlementaire a rencontré des représentants de Syngenta, du CIRAD, des représentants de différents ministères sud-africain, de Monsanto, d'AmericaBio, du syndicat national des agriculteurs africains, de PlantBio, de l'Université du Cap, d'Enact International, de l'Université de Stellenbosch et du Centre de Recherche Agricole.